

Notre-Dame-des-Landes. Cinq indices qui laissent croire à la fin du projet d'aéroport

Modifié le 06/01/2018 à 12:52 | Publié le 06/01/2018 à 12:52

[Écouter](#)



- Édouard Philippe recevait à Matignon, hier, des élus de Loire-Atlantique. | AFP
- 124124
- [Lire le journal numérique](#)

Christophe Jaunet et Arnaud Wajdzik.

Édouard Philippe recevait, vendredi, les élus de Loire-Atlantique. La décision de stopper le projet d'un nouvel aéroport n'est pas encore prise, martèle le Premier ministre. Et pourtant... Des indices qui laissent à penser que le projet NDDL a bien du plomb dans l'aile.

Nantes-Atlantique crédibilisé

[Le maintien de l'aéroport actuel de Nantes-Atlantique](#) a repris des couleurs dans le rapport des médiateurs. Le Premier ministre l'a lui-même reconnu : il y a deux options désormais sur la table. Même si un agrandissement nécessiterait la fermeture de la piste, Nantes-Atlantique a été crédibilisé avec jusqu'à 9 millions de passagers d'ici à 2040.

Un geste symbolique

Les opposants savent que la route départementale qui traverse la Zad, bloquée à la circulation depuis 2012, cristallise l'image d'une « **zone de non-droit** », argument des pro-aéroport. Alors, dans leur stratégie d'apaisement décidée depuis plusieurs mois, les associations historiques d'opposition admettent qu'il « **faudra un symbole si l'on veut que le gouvernement abandonne l'idée stupide d'une évacuation** » : faire sauter les chicanes et tours défensives.

Pédagogie auprès des élus

[Pourquoi Matignon invite-t-il encore les élus locaux](#), quasi tous partisans du transfert, alors qu'ils ont déjà pu s'exprimer pendant la médiation ? « **Quand on a une mauvaise nouvelle à annoncer, c'est plutôt les déçus qu'on écoute** », imagine cet opposant. De l'aveu d'un conseiller, proche des élus du Syndicat mixte aéroportuaire, les échos font penser que NDDL sera abandonné. Mais hier, après la rencontre à Matignon, les députés et sénateurs de Loire-Atlantique voulaient croire que la décision n'était pas encore prise.

Le modèle du Larzac ressurgit

Opposé au transfert, [José Bové ressort des cartons l'idée](#) d'une sortie de crise dans la Zad, à la manière du Larzac. L'idée : créer - comme au Larzac - une « société des terres de NDDL », « **structure juridique pour laquelle l'État pourrait signer un bail emphytéotique** ». Pour le militant, « **l'État pourrait transférer ses propriétés à cette société qui assume toutes les obligations du propriétaire, sauf le droit de vente, qui reste le monopole de l'État. Résidents, agriculteurs, élus feraient partie de cette structure** ». Nicolas Hulot y est favorable. François De Rugy, président de l'Assemblée nationale, dit « **pourquoi pas** ».

Une évacuation de la Zad inutile

La chambre d'agriculture discute déjà avec les ministères concernés. Si l'État et les opposants s'allient pour redistribuer les terres, les quelque zadistes les plus radicaux seraient alors marginalisés. Un recours à la force, mobilisant, comme en 2012, plus de 2 500 gendarmes et policiers, n'aurait plus de sens...